



**Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs**

B.P. : 30.989 Yaoundé – Cameroun / Tél. : +237 22 20 71 23 – 22 20 73 37 / Fax : +237 22 20 73 37

# RAPPORT



Photo de famille des membres du réseau invités

**30 MAI  
2014**

## **Atelier de réflexion sur l'état actuel des négociations APE - Union Européenne – Afrique Centrale**

L'an deux mille quatorze et le trente du mois de mai, s'est tenu à l'hôtel Akwa Palace à Douala, un atelier de réflexion sur l'état actuel des négociations APE-UE-AC. Ceci faisait suite au séminaire d'information tous azimuts sur les Accords de Partenariat Economique (APE) qui s'est déroulé trois mois plus tôt à Yaoundé, à l'initiative de l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs, ACDIC.

## INTRODUCTION - PARTIE 1 | UN



Ouverture de l'atelier

La rencontre de Douala a été ouverte par Yvonne Takang, Secrétaire Permanent de l'ACDIC, qui a souhaité la bienvenue à la trentaine de participants, parmi lesquels un Tchadien, Abderamane Abakar et un Gabonais, Willy Ndong, qui viennent ainsi étendre le réseau des journalistes sur les APE, aux autres pays de la Sous-Région.

D'après Yvonne Takang, le but de cette ouverture est d'amener, à la longue, des journalistes issus de toutes les sous-régions d'Afrique concernées, à s'approprier le débat sur les APE, à travers leur adhésion à ce réseau né à Yaoundé le 21 février 2014 à l'issue du séminaire d'information susmentionné sur les APE.

Se félicitant de la nouvelle approche de l'État camerounais qui décide de ne plus faire chemin seul, mais de s'engager dans un accord régional de partenariat économique, Yvonne Takang a indiqué que l'ACDIC organise cette autre rencontre pour consolider les acquis et baliser la voie à suivre pour gagner définitivement ce combat. Car pour elle, la pression des journalistes, et celle de la société civile dans son ensemble, auront à coup sûr, poussé le Cameroun à cette volte-face.



Pour mettre les participants sur la même longue d'onde, elle est rapidement revenue sur les points de divergences qui persistent entre les parties en négociations (APE-UE-AC). Ces points étant, entre autres, le renforcement des capacités des économies, le taux d'ouverture, la compensation des pertes fiscales et le renforcement de l'intégration.

Après son intervention, Parfait Siki (Directeur de la rédaction de l'hebdomadaire « *Repères* ») et Guibai Gatama (Directeur de publication de l'hebdomadaire « *l'œil du Sahel* »), tous deux membres du comité de suivi du réseau des journalistes sur les APE, ont procédé à la répartition des participants en trois groupes de travail autour des thématiques suivantes :

- 1- La nouvelle position du Cameroun au sujet des négociations des APE ;
- 2- Les leçons à tirer des négociations entre l'UE et les Etats Unis ;
- 3- La perception des négociations APE dans les autres pays d'Afrique – Les cas du Gabon et du Tchad.

## SYNTHESE DES TRAVAUX DE GROUPE – PARTIE 2 | DEUX

### Groupe 1 :

**Thème : La nouvelle position du Cameroun au sujet des négociations APE**



**LE GROUPE I** qui s'est penché sur la nouvelle position du Cameroun au sujet des négociations des APE, était présidé par Parfait SIKI tandis que la modération était assurée par Cabral LIBII. Les débats étaient animés, en plus de ces derniers, par Marie-Noëlle Guichi, Gustave Samnick, Jean François Channon, Jean Bruno Tagne et Che Fointama.

Comme supports de travail, trois documents devaient faire l'objet d'analyse : un article de l'hebdomadaire « Repères » du 07 mai 2014 annonçant la

volte face du Cameroun dans la dynamique unilatérale dans laquelle il s'était engagé, suscitant ainsi une vaste indignation à la fois sous-régionale et nationale; le rapport de la 28<sup>ème</sup> session du comité régional de coordination des négociations APE en avril à Douala et une lettre conjointe de 5 ministres européens aux responsables de la Commission européenne relativement à l'avancée des négociations.

L'objectif assigné à ce groupe était de partager le contenu de ces documents et de les analyser afin d'en tirer des enseignements sur l'état des lieux et de dégager des perspectives.

Au bout des échanges, il s'est dégagé succinctement ce qui suit :

- Visiblement sous la pression marquée de la société civile et notamment de la presse, le Cameroun a renoncé à une démarche unilatérale en regagnant les rangs de la négociation régionale, constat dont il faut se féliciter ce d'autant plus que les autres pays de la sous région affichent leur solidarité et s'engagent à œuvrer pour que le Cameroun ne soit pas sanctionné, même après échéance du Règlement 1528 -2007.
- Même s'il faut se féliciter de cette avancée, il demeure néanmoins une relative illisibilité à l'échelle nationale, des mutations intervenues dans la trajectoire camerounaise dont la présentation publique ressort d'une rencontre internationale alors qu'une communication préalable à l'interne rassurerait davantage la société qui sur le coup, demeure en total éveil, nonobstant une entame de prise en compte de ses préoccupations.
- La mobilisation contre la signature des APE doit rester intacte en raison d'une part du retard criard qu'accusent les préalables impératifs à la signature tel qu'il ressort des conclusions et rapports des groupes de travail présentés à Kinshasa, qui marquent notamment une emphase sur l'impératif de conciliation du niveau d'ouverture du marché aux mesures d'accompagnement encore ineffective et d'autre part, du risque d'astreinte au délai du 1<sup>er</sup>

octobre 2014 qui semble avoir obligé la sous région du fait de l'approche du Cameroun à s'engager à produire des avancées notables.

- L'UE au travers de la substance de la lettre conjointe de 5 Ministres, s'engagent enfin sur la voie de la justice, de l'équité et de la flexibilité notamment sur le taux d'ouverture, la période de démantèlement et la fiscalité.
- Il est impératif de demeurer vigilant et mobilisé afin que les avancées observées se concrétisent par un accord qui promeuve le développement de nos Etats.

**LE GROUPE 2** présidé par Guibai Gatama et modéré par Christophe Bobiokono (Directeur de publication de l'hebdomadaire « Kalara », avait pour rapporteur Njoya Idriss Linge de l'agence d'information « Ecofin ». Les autres membres étant : Luc Bienvenu Onana, Eric Benjamin Lamère, Jean Christian Akam et Beaugas Orain Djoyoum. Ce groupe devait rechercher les leçons à tirer des négociations entre l'UE et les Etats Unis.

Il constate d'emblée deux tendances.

L'Union Européenne impose aux Etats ACP ses conditions et semble y être accrochée, et de l'autre côté l'opinion publique européenne se plaint de subir les mêmes pressions de la part des Etats Unis. L'Europe a été demandeuse dans ses négociations avec les USA. Les deux parties ont le même bagage productif, avec un grand marché de 800 millions, soit la moitié de la richesse du monde et un excédent commercial 118 milliards.

Pour ces négociations USA-UE, l'opinion publique européenne dit qu'il faut sauvegarder l'exception culturelle (Processus de production avec le risque de perte de l'artisanat de production, l'obligation de respecter les lignes rouges, on survole des aspects essentiels et jugés fondamentaux).

Les termes de la négociation sont secrets (les opinions publiques ne sont pas impliquées et informées, il n'y a pas traçabilité sur les termes de la négociation. Il y'a dispersion des efforts des politiques. Ce qui est nuisible pour l'intérêt des consommateurs.

L'accord ne sera pas équitable car un des acteurs a des méthodes plus solides et plus hostiles (stratégie offensive, Espionnage américain). Il y'a là un obstacle à l'intégration de l'Europe vers un monde plus social, vers un modèle économique plus capitalistique. Les considérations monétaires ne semblent pas prises en compte dans les négociations avec pertinence.



## Groupe 3 :

**Thème** : La perception des négociations APE dans les autres pays d'Afrique Centrale : les cas du Gabon et du Tchad.



**LE GROUPE 3** a été présidé par Kini Nsom, responsable au bihebdomadaire anglophone « *The Post* », avec pour modérateur Thierry Ekouti (Directeur de publication du « *Quotidien de l'économie* ») et rapporteur Alain Noah Awana, chef service économie au quotidien *Le Messenger*. Les débats ont été menés par Gisèle Nnemi Nga, Pierre Célestin Atangana, Thierry Ngogang, Willy Ndong et Abderamane Abakar.

Pour la thématique de la perception des négociations APE dans les autres

pays d'Afrique – Les cas du Gabon et du Tchad ; le groupe s'est fixé pour objectif d'évaluer le niveau d'intérêt que l'Ape suscite auprès des gouvernements et des opinions publiques en Afrique centrale.

Comme documents de travail, il avait le Rapport de la 28<sup>e</sup> session du Comité régional de coordination des négociations Ape tenue à Douala du 21 au 25 avril 2014. La contribution des journalistes du Tchad et du Gabon a enrichi les réflexions du groupe.

## LE CAS DU TCHAD

Au niveau institutionnel, il y a quelques délégations ministérielles qui ont souvent participé à des rencontres avec l'Union européenne. Au sein du gouvernement, il s'agit d'une affaire de quelques cadres du ministère en charge du Plan.

Au sein de l'opinion publique et de la société civile, il y a un gros désintérêt. Les Ape ne constituent pas une préoccupation majeure. Pour preuve, aucun article dans la presse, aucun atelier sur la question de l'Ape. En fait, au Tchad, les Ape constituent un non événement.

## LE CAS DU GABON

Au niveau de l'opinion publique, il y a un grand désintérêt. Tout simplement parce que les autorités n'en parlent pas. Le gouvernement ne communique pas sur les Ape.

Le pays n'est pas un grand exportateur (le bois et le pétrole), et ne trouve pas un intérêt particulier à lever ses barrières douanières.

De plus, les entreprises gabonaises ne sont pas compétitives et les Ape ne constituent donc pas pour elles un intérêt particulier.

De manière globale, le groupe 3 a noté que l'intérêt se situe à deux niveaux :

Au niveau des gouvernements, l'intérêt du Cameroun a été plus marqué. Les autres pays ont suivi après quelques années. Ils ont pris des engagements, assistent aux réunions, et avancent dans le processus. On note comme une volonté du gouvernement du Tchad et du Gabon de ne pas vulgariser l'information sur l'Ape.

## RECOMMANDATIONS – PARTIE 3 | TROIS

Les populations sont très peu, ou pas du tout informées sur les questions relatives à l'Ape.

**Recommandation 1 :** La société civile sous régionale et la presse doivent être davantage impliquées pour informer l'opinion publique sur l'Ape (identifier les organisations de la société civile dans les autres pays pour des actions communes et des relais de presse)

**Recommandation 2 :** Il faut une véritable dynamique des actions dans la sous-région

**Recommandation 3 :** Faire la lumière sur ce qui pourrait se passer en octobre après la décision du Cameroun de finalement y aller avec les autres pays d'Afrique centrale.

Les participants se sont séparés, après environ 4 heures d'intenses échanges, en se donnant rendez-vous dans l'un des deux pays (Tchad et Gabon), pour mieux sensibiliser l'opinion nationale sur les enjeux des négociations APE-UE-AC.

Fait à Yaoundé, le 11 juin 2014  
Le Rapporteur général,  
**Marie-Noëlle Guichi**

## L'ATELIER VU EN IMAGES - PARTIE 4 | QUATRE



Restitutions travaux groupe 1



Restitutions travaux groupe 2



Fin des travaux et cocktail



Restitutions travaux groupe 3



Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs

## Atelier de réflexion sur l'état actuel des APE entre l'UE et l'Afrique Central

Vendredi, 30 mai 2014 à l'Hôtel Akwa Palace - Douala

### Liste des participants

N°	Noms	Institution/Fonction	Tél./E-mail	Signature
1	Abderamane Abakar	Quotidien Le Progrès FCHAD	00235 6633 63 87 5998 63 87 abderamaneabakar 2013@gmail.com	
2	Eric B. LAMERE	CEA/C/SA	7772960 ericbenlamere@ gmail.com	
3	Njona Eddy Hipp	Agence Eclat	5173112 nischirge@gmail.com	
4	BOBIOKONO CHRISTOPHE	KALARA	99913794 cbobio@gmail.com	
5	Jean Christian AKAM	Canal 2	77379675 aessingane@yahoo.com	
6	Gustave SAMNICK	L'ACTU	gustavesamnide @yahoo.fr	
7	Cabral Lisu L Nkou	Radio Cameroons	cabrolibse@yahoo.fr	
8	Kini Nsom	The Post	kinins09@yahoo.com	
9	Guibai Gatama	L'œil du Sahel	leildusahel@yahoo.fr	
10	Juonne TAKANG	ACDIC	juonne_smith_au @yahoo.com	
11	Parfait Siki	Repères	siki.parfait@yahoo.fr	

12	Marie-Noëlle Guiché	IMS Consulting	nguicli@yahoo.fr	
13	Alain NDAH AWAM	Le Messager	alainwah@yahoo.fr	
14	Thierry Kouli	Le Quotidien de l'Économiste	ekouli@yahoo.fr	
15	Denwo Chamnon Jean François	Le Messager	denwochamnon@yahoo.fr	
16	Beaugas-Orain AJOYUM	Agence ELOFIN	beaugas@agenceecofin.com	
17	Thierry DBOLOME	STV	thierryd@ yahoo.fr	
18	Wilfrid DING	UNIM Gabon	Ndougully 777@yahoo.fr	
19	Luc Bienvenu DNANA	CRTV	lboystem@yahoo.fr	
20	Grisele Aneminega	CRTV	ngiselesalome@yahoo.com	
21	Prudence Celestin Abaybama	Mutations	prudencecelestinab@gmail.com	
22				
23				
24				
25				
26				
27				
28				